

cabinet, parle des barrières douanières élevées érigées par le Marché commun européen, peut-être oublié-t-il, s'il l'a jamais su, que le Marché commun établit la moyenne des tarifs nationaux au niveau du 1<sup>er</sup> janvier 1957 et que, ainsi qu'il l'a annoncé, il est disposé à réduire cette moyenne de 20 p. 100 en se fondant sur des concessions réciproques. C'est bien ce que M. Hallstein a déclaré il y a deux ans, alors qu'il était à Washington. Peut-être le gouvernement ignore-t-il que les États-Unis ont déjà négocié un accord de ce genre avec le Marché commun européen en vue de réduire sensiblement les droits de douanes. Sont-ce là mesures restrictives? J'aimerais bien que le ministre de l'Agriculture soit ici pour répondre à cette question.

Le gouvernement canadien est-il prêt à conclure un accord de ce genre? Peut-être en saurons-nous quelque chose au cours du présent débat. Le gouvernement aura-t-il tout simplement la naïveté d'attendre les événements, dans l'espoir qu'il pourra profiter des négociations d'autrui? Nous n'en savons rien, mais un des ministres voudra peut-être nous éclairer. Quant à nous, monsieur l'Orateur, nous croyons que nous devrions prendre les devants lorsqu'il s'agit de pareilles négociations, et non pas tirer de l'arrière. Me serait-il permis de faire quelque chose qu'il m'est bien rarement arrivé de faire à la Chambre, si jamais je l'ai fait, pour montrer combien nous sommes demeurés constants dans la position que nous avons prise. J'aimerais citer des extraits d'un discours que j'ai prononcé sur ce même sujet devant le *board of trade* de Vancouver, en janvier 1958. J'ai dit alors:

En Europe, six pays du continent sont disposés à former une union douanière à laquelle viendraient s'ajouter des ententes de libre-échange avec le Royaume-Uni et vraisemblablement aussi avec les pays scandinaves et le reste de l'Europe continentale.

Voilà qui est presque une réalité.

Ces ententes conclues, il y aura, en certaines parties de cette vaste zone, une tendance à l'isolationnisme économique européen. Après avoir tenté, sans trop de succès, de se faciliter l'accès aux marchés des États-Unis et du Canada, ces pays peuvent maintenant penser qu'il ne leur reste plus qu'à se constituer eux-mêmes en un vaste groupe économique, aussi autarcique que possible. Il serait regrettable que les choses en viennent là.

Ce serait vraiment tragique—et sur le plan politique et sur le plan économique—que le monde libre se divise maintenant en blocs économiques distincts, tandis que le monde soviétique ne formerait, en matière d'échanges, qu'une seule masse.

Nous le constatons tous les jours davantage, les dirigeants soviétiques se tournent de plus en plus vers la conquête par des méthodes économiques, utilisées et dirigées de la même manière et pour les mêmes fins que les armes diplomatiques et militaires de leur gouvernement.

Graduellement, trop graduellement, l'Ouest se rend compte de cette ré-orientation marquée de la politique soviétique et de la nécessité de prendre

des mesures pour y faire face. Si les déclarations d'interdépendance émanant de Washington et de Paris ont un sens, elles doivent signifier une coordination plus étroite de notre activité économique et scientifique au sein de l'OTAN. A la longue, il deviendra impossible aux alliés de collaborer étroitement à des opérations de défense et de s'éloigner de plus en plus l'un de l'autre dans un conflit économique.

Donc, si nous ne voulons pas affaiblir la coalition occidentale; et si le Canada ne veut pas se trouver seul en face des États-Unis ou avoir une économie trop tributaire de ce pays, notre meilleur programme d'action est certes de rechercher l'interdépendance économique dans la communauté nord-atlantique au moyen de la libéralisation des échanges. Une première et importante mesure en ce sens—mesure qui, à mon avis, mérite certainement un examen minutieux, bienveillant et approfondi—c'est bien l'offre de libre-échange que le Royaume-Uni a faite au Canada.

Pour le Canada, une zone nord-atlantique au sein de laquelle les échanges commerciaux seraient aussi libres que possible, représenterait certes un marché d'exportation bien plus considérable aux États-Unis et en Europe, des frais de production réduits pour nombre d'industries canadiennes et, je l'espère, une baisse du coût de la vie pour les consommateurs canadiens.

Et encore ce passage:

Bref, il semble que l'époque des réductions progressives des tarifs douaniers sous l'égide du GATT soit révolue. Nous ne tenons certes pas à y substituer une époque où l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord chercheraient à se suffire à elles-mêmes. Dans ce cas, la meilleure chose à faire et la meilleure façon de répondre au défi posé par l'Union soviétique sur les plans économique et politique, c'est la création d'une zone atlantique de libéralisation des échanges qui compléterait l'union douanière européenne et la zone de libre-échange. N'est-ce pas, pour le Canada, le meilleur moyen de diminuer sa dépendance économique vis-à-vis des États-Unis tout en accroissant son commerce, en poursuivant son développement économique et en élevant encore son niveau de vie?

C'est une perspective riche en possibilités, certes digne qu'on l'examine, qu'on négocie et qu'on établisse un programme sérieusement et sans tarder. Le Canada pourrait-il prendre une meilleure initiative?

Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas pris cette initiative. Elle aurait frayé la voie à la diminution des entraves au commerce entre les pays non seulement des communautés nord-atlantiques mais de tout le monde libre, en premier lieu, de la Communauté économique européenne et des États-Unis et du Royaume-Uni, si elle n'en faisait pas partie.

J'admets qu'il y a eu des indices ces dernières semaines de ce que je pourrais appeler un retour vers une vue plus juste des réalités. Dans le *Globe and Mail* du 3 janvier on peut lire:

Ottawa a voulu boudier le Marché commun quand l'Angleterre a fait les premiers pas en vue d'y participer, mais il doit maintenant se rendre à la réalité.

J'espère, monsieur l'Orateur, qu'il en est ainsi. Je suis heureux d'admettre que les